

Élections européennes : «L'Union européenne doit s'écarter de sa dérive dirigiste, bureaucratique et idéologique»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Plusieurs personnalités, dont le maire de Cannes David Lisnard et les anciens ministres Hervé Novelli et Charles Millon, plaident pour alléger les institutions européennes et exiger qu'elles redonnent la priorité à la pratique des libertés et droits individuels.

Les peuples unis au sein de l'Europe peuvent être fiers des acquis de civilisation obtenus au cours des siècles: le respect de la liberté et de la dignité de la personne humaine, la propriété individuelle, l'économie de marché et l'État de droit. Mais cette union n'a pas effacé une grande diversité entre les pays. C'est une particularité européenne d'avoir mêlé des institutions et des cultures différentes et concurrentes. La multiplicité des territoires, des mœurs, des religions, a créé une véritable concurrence institutionnelle, les règles du jeu social ont varié avec les pays. Voilà pourquoi il a été déraisonnable de transformer une souhaitable union des peuples en un empire, en un État supranational. Il est temps de conforter l'Europe des libertés.

L'objectif est ambitieux, parce que l'organisation actuelle de l'Union européenne a mis entre les mains de la Commission européenne des pouvoirs considérables: elle codétient le pouvoir exécutif et elle a l'initiative législative. Aussi son intervention n'a-t-elle cessé de s'accroître. Les politiques communes se sont multipliées dans tous les domaines, de l'agriculture à l'environnement, en passant par la fiscalité, la consommation, etc. Chaque année des milliers de textes viennent s'ajouter au «droit européen» et s'imposent aux États membres de l'Union européenne.

Au défi économique de la mondialisation, Bruxelles a répondu par les réglementations et la bureaucratie, les déficits et l'endettement. Les disciplines budgétaires et monétaires n'ont jamais été respectées en dépit d'un autoritarisme de façade. C'est aussi un autoritarisme de façade que Bruxelles a opposé au défi

social de l'immigration de masse, au risque d'une implosion de l'Union. Voilà pourquoi il est grand temps d'alléger les institutions européennes et de redonner la priorité à la pratique des libertés et droits individuels.

Une Europe des libertés doit revenir à des institutions organisées suivant le principe de subsidiarité: ce que peuvent faire les individus et les collectivités intermédiaires (municipalités, départements, régions, États nationaux) prime sur ce que veut faire l'Union européenne. Une Europe des libertés implique aussi la reconnaissance mutuelle des normes, dont le principe a été largement obéré par une harmonisation législative exponentielle.

Une Europe des libertés assurera une meilleure protection sociale des Européens s'ils ont un libre choix de systèmes d'assurance sociale et de retraites. En conservant la compétition fiscale entre États, elle allègera un fardeau fiscal nuisible à leur économie comme à leur développement personnel. Elle rendra possible la libre circulation des personnes, des biens, des services, des entreprises, des capitaux. Elle développera les échanges culturels et sociaux.

Que ceux qui entendent cet appel se joignent à nous pour alerter l'opinion publique et persuader les Européens qu'ils ont une chance historique à saisir et qu'ils ne doivent pas remettre leur sort entre les mains de ceux qui, par intérêt personnel ou partisan, ont réduit les libertés et détruit l'espoir du progrès et de la paix.

Le Figaro du 07/05/2024

Pr Jacques Garello, professeur émérite à l'Université Aix-Marseille et président de l'Aleps.

David Lisnard, maire de Cannes et président de Nouvelle Énergie.

Yvon Jacob, entrepreneur et ancien député.

Hervé Novelli, entrepreneur et ancien ministre.

Charles Millon entrepreneur et ancien ministre.

Jean-Philippe Delsol, avocat et président de l'Iref (Institut de recherches

économiques et fiscales).

Pr Pascal Salin, professeur émérite à l'Université Paris-Dauphine.

Pr Jean-Philippe Feldman, agrégé des facultés de droit, avocat et vice-président de l'Aleps.

Nicolas Lecaussin, directeur de l'Iref.

Pr Pierre Garello, professeur à l'Université Aix-Marseille.

Pr Francis Balle, professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas.

Eudes Baufreton, secrétaire général de la Fédération des tonneliers de France.

Pr Jean-Pierre Centi, doyen honoraire de la faculté d'économie appliquée Université Aix-Marseille.

Pr Pierre Dussol, professeur émérite à l'Université Aix-Marseille.

Alain Laurent, philosophe et directeur de collections aux Belles Lettres.

Pr Jean-Didier Lecaillon, professeur à l'Université Paris Panthéon-Assas.

Henri Lepage, directeur de l'Institut Turgot.

Alain Mathieu, entrepreneur et ancien président de Contribuables associés.

Dominique Menaut, président du Cercle Frédéric Bastiat.

Patrick Simon, avocat.

« Le rôle de l'État est de faire faire

et non pas de faire » : entretien avec Charles Millon

Notre pays a besoin de valoriser les missions premières de l'État.

Maximilien Nagy

-

27 décembre 2022

L'ancien ministre, député et maire, Charles Millon, nous livre les fruits de ses réflexions sur l'Etat qui, selon lui, devrait rester focalisé sur ses premières missions et abandonner certaines prérogatives au profit des collectivités territoriales.

Ancien ministre de la Défense sous Jacques Chirac, entre 1995 et 1997, après avoir longtemps exercé comme maire de Belley et comme député de l'Ain, Charles Millon possède un parcours politique riche. Fort de cette expérience d'élu local et national, il nous livre sa vision de l'État français et de la politique française. En particulier, il plaide pour un retour au principe de subsidiarité en France ainsi qu'un renforcement de l'ancrage local des élus.

Causeur. Vous appelez de vos vœux depuis plusieurs années à une réforme profonde de l'État et de la pratique du pouvoir en France. Quelles sont les priorités à remettre en avant ?

Charles Millon. Notre pays a besoin de valoriser les missions premières de l'État : garantir la sécurité de tous, pour permettre à chacun de s'épanouir. Cela implique que l'État ait en charge essentiellement la sécurité intérieure et extérieure et la diplomatie. Lorsque vous étudiez l'histoire, vous constatez que les prérogatives de l'État étaient concentrées autour de ces trois domaines : la

diplomatie et les relations avec les autres états ; la défense et la sécurité extérieure ; l'ordre public et la sécurité intérieure.

De quand dateriez-vous donc le début de l'État providence sous la forme que nous connaissons aujourd'hui ?

Les guerres ont toujours permis à l'État d'accroître son pouvoir et son rôle. Au XXe siècle, la France et toute l'Europe ont connu deux guerres. Au lendemain de ces deux conflits, l'État a accru ses prérogatives, pour défendre d'abord et reconstruire ensuite le pays, mais sans jamais s'en départir par la suite. Les crises économiques participent aussi à l'augmentation des interventions de l'État. L'exemple le plus connu est la crise de 1929, qui a provoqué l'émergence de l'État-Providence avec l'adoption de l'analyse keynésienne et la relance de la demande par la dépense publique.

Quelles prérogatives pourraient être dévolues aux collectivités territoriales ?

Certains domaines en crise, en particulier la santé et l'hôpital, pourraient parfaitement être gérés par les collectivités locales et des organismes privés. D'une région à une autre, les besoins diffèrent beaucoup en la matière. Prenons aussi l'exemple de l'école : aux États-Unis, la politique de l'éducation est réservée aux États et non pas au gouvernement fédéral, ce qui permet d'instaurer une liberté éducative très importante, qu'il est particulièrement difficile à promouvoir en France. Dans ces deux domaines, l'éducation et la santé, le poids de l'État central serait allégé considérablement si un gouvernement avait le courage de renoncer à cette obsession jacobine, en reconnaissant l'autonomie des hôpitaux et des établissements scolaires et universitaires. Il faut convaincre les Français qu'il y a d'autres modèles que celui que nous connaissons depuis les années 1950. J'ai cité le modèle américain, mais nous pourrions aussi prendre en exemple les *Länder* en Allemagne, dont les prérogatives sont également considérables, ou la Suisse, qui respecte de manière scrupuleuse le principe de subsidiarité. N'oublions pas que le rôle de l'État est de faire faire et non pas de faire.

La suppression de la taxe d'habitation par le gouvernement d'Élisabeth Borne paraît plutôt aller dans le sens contraire de ce que vous prônez...

Absolument. Cette réforme, dont les visées sont purement électoralistes, appauvrit considérablement les communes et les empêche de disposer librement

de ressources qui seront, une fois de plus, concentrées dans les mains de l'État central. Ne parlons même pas des hausses de la taxe foncière, que de nombreuses communes ont déjà commencé à effectuer pour compenser cette suppression de la taxe d'habitation.

Parlons de la situation politique de notre pays. Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron et son ascension fulgurante, l'on tend à admirer les « parvenus » ceux qui se sont passés des carrières politiques traditionnelles pour se faire élire directement. Était-ce si positif en fin de compte ?

L'absence d'ancrage territorial des élus est une grande erreur. Dans ma carrière, comme bon nombre de mes pairs d'ailleurs, j'ai débuté dans ma commune de Belley, dans l'Ain, où j'ai été maire pendant presque vingt-quatre ans, avant de devenir député, en 1978. C'est dans mon mandat local que j'ai appris à comprendre ce qu'un Français vit au quotidien et quelles sont ses préoccupations. Le risque avec cette nouvelle sorte d'élus, qui n'ont pas d'expérience politique au niveau local, est de tomber facilement dans une approche technocratique du pouvoir, où les solutions sont détachées des réalités concrètes. C'est d'ailleurs ce qu'ont ressenti les Gilets jaunes en 2019 dans les réformes menées par Emmanuel Macron, avec l'augmentation de la taxe sur les carburants notamment. Ils avaient le sentiment que le gouvernement ne comprenait pas leur situation.

Nous observons depuis une dizaine d'années un éclatement des partis politiques traditionnels et la montée de tendances plus radicales, aussi bien à gauche qu'à droite, qui ne parviennent pas pour autant à fédérer largement. À qui la faute ?

Il est toujours difficile de mettre le doigt sur une cause unique pour expliquer la situation politique actuelle. Pour autant, une réforme de notre système électoral pourrait faciliter la revitalisation de nos structures politiques et les rendre capables de fédérer le plus grand nombre de tendances idéologiques. En établissant par exemple, pour les élections législatives, un mode de scrutin uninominal à un tour, comme en Grande Bretagne, les partis seraient obligés de se regrouper pour gagner l'élection. Cela permettrait qu'une majorité se dégage. De plus, ces partis auraient la responsabilité de traiter en leur sein la question des extrêmes et ainsi le pouvoir en place ne pourrait plus se servir de ces extrêmes comme épouvantail pour se maintenir artificiellement au pouvoir.

La proportionnelle ne m'apparaît certainement pas la solution, parce qu'elle provoque au contraire des divisions accrues. C'est d'ailleurs celles-ci qui ont fait chuter la IVe République.

Ne confondons pas engagement politique et engagement partisan.

Vous prônez un engagement renouvelé des jeunes en politique aujourd'hui. Quel message leur adressez-vous plus précisément ?

L'engagement politique est essentiel car c'est à travers lui que l'on participe à la vie de la cité, à la définition des équipements nécessaires à la vie commune, à la création des conditions favorables à l'épanouissement de chacun. Ne confondons pas engagement politique et engagement partisan.

L'engagement politique est plus large ; il inclut la vie associative, l'animation culturelle, le système éducatif, la politique sanitaire... Par l'engagement politique, le citoyen participe à la définition du cadre dans lequel les individus pourront prendre des initiatives au service de la collectivité. C'est pourquoi je souhaite que nombreux soient les jeunes qui s'investissent au service des autres.

Causeur 27/12/2023

Charles Millon : « J'appelle Le Pen, Zemmour et Péresse à construire un programme commun »

L'ex-ministre a un plan : enjamber la présidentielle et construire « l'union de la droite » aux législatives, pour pousser Emmanuel Macron à la cohabitation. Un voeu pieux ?

Les politiques ont l'art de voir dans les situations les plus désespérées des opportunités. Charles Millon, ministre de la Défense de Jacques Chirac entre 1995

et 1997, n'a plus de mandat depuis vingt ans mais il a toujours le virus. Et le septuagénaire a une idée pour « redonner de l'espoir » à l'électorat de la droite : ignorer la défaite probable à la présidentielle... et tout miser sur les élections législatives qui auront lieu, sauf dissolution de dernière minute, les 12 et 19 juin 2022.

Sur le papier, le « plan Millon » est implacable : Marine Le Pen, Eric Zemmour et Valérie Pécresse élaborent un programme commun « dans les trois semaines qui viennent », se répartissent les circonscriptions et font mordre la poussière à Emmanuel Macron, dont les députés, pense-t-il, manquent d'implantation. Ainsi, même réélu, le président serait acculé à la cohabitation. Les idées de droite gouverneraient à nouveau.

Quand on lui rappelle que Valérie Pécresse a exclu plusieurs fois et sans la moindre ambiguïté cette hypothèse, Charles Millon ne se démonte pas. Il en appelle immédiatement à Bruno Retailleau, François-Xavier Bellamy et Eric Ciotti, qu'il estime plus sensibles à « l'union de la droite » qu'il veut monter. L'ancien ministre, qui reste en contact à la fois avec Eric Zemmour et avec Marine Le Pen, se propose de jouer les entremetteurs entre ces droites qui ne se parlent pas ou plus. Ou alors « la droite n'est pas prête de revenir au pouvoir », prophétise-t-il.

L'Express : En fin d'année 2021, on vous a annoncé proche d'Eric Zemmour. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Charles Millon : Je soutiens l'union de la droite. Nous sommes face à une situation inédite et paradoxale : les Français n'ont jamais été autant à droite et pourtant nous pourrions perdre l'élection présidentielle. J'appelle donc Eric Zemmour, Marine Le Pen et Valérie Pécresse à se parler avant le premier tour, afin d'élaborer un programme commun en vue des élections législatives....

Article réservé aux abonnés, la suite sur l'Express

Propos recueillis par Étienne Girard

Publié le 21/03/2022 à 17:24

Charles Millon: « La politique étrangère d'Emmanuel Macron est illisible »

Mondafrique. Comment expliquez vous l'échec de l'intervention française au Mali ?

Charles Millon. Pour comprendre la situation actuelle, il faut revenir à la double erreur historique qui a été commise par tous les gouvernements maliens. La première est d'avoir toujours refusé de prendre réellement en compte les problèmes des minorités, qu'il s'agisse des peuls ou des touaregs.

Amadou Toumani Touré, dit ATT, le président malien entre 2002 et 2012 que j'ai bien connu et toujours apprécié avait l'obsession d'un État unitaire. Sur ce sujet, il était têtu comme une mule. . Pas question pour le pouvoir à Bamako d'envisager la moindre autonomie régionale, alors que le Nord Mali couvre une surface égale aux deux tiers du pays.

La seconde erreur aura été la cécité de la classe politique malienne à prendre en compte la terrible conjonction entre les djihadistes et les trafiquants qui transportaient la drogue à travers le Mali depuis la Guinée Bissau jusqu'au Niger ou au Burkina. Il y a eu une sorte d'alliance objective entre les mouvements irrédentistes et les groupes armés. Hélas, le pouvoir malien a toujours fermé les yeux sur ces multiples trafics qui ont financé le terrorisme

Mondafrique. La France a-t-elle commis des erreurs graves d'appréciation durant ces neuf années de présence au Mali?

Charles Millon. La première erreur dramatique aura été la guerre que Nicolas Sarkozy a mené en Libye. Lors de la chute de Khadafi, les touaregs qui avaient

été enrôlés dans l'armée libyenne ont rejoint, lourdement armés, leur pays d'origine. Ils ont constitué, surtout dans le Nord du Mali, le noyau dur des groupes djihadistes.

Autre dommage collatéral, la fin brutale du régime libyen a permis Vladimir Poutine de remettre les pieds en Afrique. La Russie possède aujourd'hui des champs de pétrole importants en Libye !

Ce n'est pas la seule erreur française. Si notre armée a eu raison d'intervenir pour éteindre l'incendie djihadiste, elle aurait du agir en pompier et très vite préparer sa sortie. En restant sur place, les soldats français qui avaient été accueillis en 2013 comme des libérateurs, ont été perçus neuf ans plus tard comme une armée d'occupation. Nos militaires ont été des boucs émissaires commodes pour des armées locales qui décampaient face aux groupes armés tandis que nos soldats étaient tués. C'est un peu comme ce qui s'est passé en Afghanistan pour les Américains. . .

Certains patrons de l'armée française réfléchissent d'ailleurs à de nouveaux modes d'intervention via des forces de réaction rapides et aéroportées qui ne s'enliseraient pas sur place. Les bases militaires, on l'a vu, deviennent des cibles pour les terroristes..

Mondafrique. On entend souvent qu'en Libye comme au Mali la France a privilégié la seule logique militaire. Est ce qu'il aurait fallu intervenir plus vigoureusement dans la vie politique malienne et imposer une gouvernance plus conforme à nos propres valeurs?

Charles Millon. Le temps de l'immixtion dans la politique intérieure des États africains est dépassé. En revanche il aurait fallu lancer, dans la foulée de l'opération militaire, des projets de développement confiés, dans le cadre d'une aide liée, à des entreprises françaises. Les populations locales doivent réaliser que les hôpitaux et les lycées construits au Mali et au Sahel sont financés par la France. C'est ainsi que l'influence française auprès de nos amis africains renaîtra dans des jours meilleurs.

Mondafrique. Le président ivoirien Ouattara a déclaré jeudi matin sur RFI et France 24 qu'il demandait « à ses frères maliens de faire un effort, de rentrer dans les rangs ». Est ce que vous lui donnez raison ?

Charles Millon Il faudrait rappeler à Monsieur Ouattara qui remet en cause la légitimité de la junte militaire à Bamako qu'il bénéficie d'un troisième mandat illégitime et non constitutionnel. Qu'il nettoie devant sa porte avant de donner des conseils aux autres.

Mondafrique. Que pensez vous de la politique étrangère d'Emmanuel Macron et de Jean Yves Le Drian, son ministre des Affaires Etrangères ?

Charles Millon. Le Drian est surtout médiocre et il n'a pas l'air de s'intéresser aux Africains et à l'Afrique. Sans doute n'est-il pas facile de travailler avec un Emmanuel Macron qui veut toujours prendre la lumière.

Ce que je reproche au Président français au Mali comme au Liban ou en Ukraine, c'est de faire une politique de coups, sans suivi, ni constance. Cette fâcheuse habitude est totalement contre productive. La diplomatie se joue dans la durée et dans des liens de confiance avec nos interlocuteurs étrangers. C'est long, très long.

La politique d'Emmanuel Macron et de Jean Yves Le Drian est finalement illisible. Comment en même temps, selon l'expression consacrée du président français, dénoncer les coups d'état en Guinée ou au Mali et apporter un soutien total au fils du président Déby qui prend le pouvoir par la force après le décès brutal de son père ?

Emmanuel Macon a des réactions d'adolescent. Ce n'est pas ainsi qu'on doit construire la politique étrangère d'un pays comme la France.

By Nicolas Beau -17 février 2022

MONDAFRIQUE

Présidentielle 2022 : Barnier trop

« lisse », « en phase » avec Zemmour, Charles Millon distribue ses bons points à droite

Interviewé ce samedi par *l'Express*, l'ancien président de la Région Rhône-Alpes devait notamment analyser le parcours d'Eric Zemmour afin de déterminer si l'essayiste n'est pas finalement son digne successeur en tentant de rassembler derrière lui des électeurs des Républicains et du Rassemblement national.

« Eric Zemmour répond à un besoin : celui de l'expression d'un certain nombre de jugements et d'analyses qui correspondent à la réalité. Quand il dit que la France doit rester une communauté nationale avec les mêmes idéaux et convictions, il a raison. Il est contre une société communautarisée, moi aussi. Je suis en phase avec le point central du discours d'Eric Zemmour », indique Charles Millon.

Il considère également que *« Zemmour profite de ce que Fillon a commencé »* en 2017, précédent scrutin présidentiel durant lequel Charles Millon avait soutenu l'ancien Premier ministre de Nicolas Sarkozy.

Quid des Républicains qui organiseront bientôt leur congrès afin de choisir leur candidat ? Charles Millon en veut encore aux dirigeants d'avoir évincé Laurent Wauquiez et sa tentative de droitiser fortement le parti : *« Je ne comprends pas leur renoncement. C'était leur heure, surtout celle de Wauquiez. (...) Mais ces idées sont devenues centrales à droite ! En conséquence, Éric Ciotti préempte cette ligne politique. Il n'a pas le même statut que les trois favoris, mais son discours parle à la droite »*.

A choisir, on devine que Charles Millon est plutôt attiré par les profils d'Eric Zemmour et d'Eric Ciotti. Et pas du savoyard Michel Barnier ? *« Il est tellement lisse. Il a opéré un revirement récent sur l'immigration et l'Europe. Ce n'est pas crédible. Il a été au coeur des institutions européennes pendant dix ans. Cette politique est aujourd'hui contestée par les électeurs, y compris par les autres candidats de droite. Sans juger de sa sincérité, on ne peut pas être un personnage multiple »*.

Charles Millon : « Eric Zemmour est arrivé au moment où il fallait »

Figure de la droite hors les murs, l'ancien ministre de la Défense porte un regard bienveillant sur le polémiste. Il juge que la recomposition politique n'est pas terminée.

Il a le sentiment d'avoir été un précurseur. Pionnier de l'union des droites aux régionales de 1998, Charles Millon avait été exclu de l'UDF pour avoir emporté la présidence de Rhône-Alpes grâce aux voix du Front national. 23 ans plus tard, Eric Zemmour tente d'opérer l'union des droites par la base, agrégeant des anciens électeurs de François Fillon et de Marine Le Pen.

Soutien de l'ancien Premier ministre en 2017, Charles Millon n'avait pas appelé à voter Emmanuel Macron au second tour de scrutin. L'ancien ministre de la Défense, apôtre d'une droite libérale et conservatrice, porte un regard bienveillant sur la candidature d'Eric Zemmour. Cette figure de la « droite hors les murs », fondateur de L'Avant-Garde en 2015, ne lui apporte pas (encore) son soutien. « Je suis en phase avec le point central du discours d'Eric Zemmour », confie-t-il toutefois. Son regard est plus sévère sur les trois favoris du Congrès LR, incarnation d'une « droite conformiste ». Entretien.

L'Express : Les adhérents LR choisiront en décembre leur candidat à l'élection présidentielle. Vous avez soutenu la candidature de François Fillon en 2017. Que vous inspire cette compétition ?

Charles Millon : Tout cela est terne. Le discours des candidats LR est convenu. Ils incarnent une droite institutionnelle, qui a peur d'elle-même et des mots. Cette

droite manque de convictions, elle est conformiste. Ils commencent à peine à parler d'immigration car les Français le réclament, alors que le sujet est posé depuis près de trente ans. Je défendais le concept d'assimilation dès les années 70.

Lors du premier débat télévisé, Éric Ciotti est toutefois sorti du lot. C'est le seul qui dit ce qu'il pense au lieu de dire ce qui est « convenable ». Les autres ne parlent pas assez de la France.

Vous venez de Rhône-Alpes, la candidature de Michel Barnier ne vous emballe pas ?

Il est tellement lisse. Il a opéré un revirement récent sur l'immigration et l'Europe. Ce n'est pas crédible. Il a été au coeur des institutions européennes pendant dix ans. Cette politique est aujourd'hui contestée par les électeurs, y compris par les autres candidats de droite. Sans juger de sa sincérité, on ne peut pas être un personnage multiple.

Vous incarnez une droite libérale et conservatrice. Le congrès LR est-il orphelin de cette ligne, portée au sein de LR par Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau ?

Je ne comprends pas leur renoncement. C'était leur heure, surtout celle de Wauquiez. Il a dirigé Les Républicains avant d'être mis sur la touche en raison des idées qu'il professait. Mais ces idées sont devenues centrales à droite ! En conséquence, Éric Ciotti préempte cette ligne politique. Il n'a pas le même statut que les trois favoris, mais son discours parle à la droite.

Il y a un décalage entre l'offre politique de LR et les attentes de l'électorat de droite. En outre, on ne comprend plus ce mur installé entre ce que l'on appelle « l'extrême droite » et la droite classique. Ce mur n'existe dans aucun pays au monde, sauf en France. Il a été installé par François Mitterrand puis Jacques Chirac. Il n'a pourtant jamais été institué entre le PS et le Parti communiste, allié à une époque avec l'URSS. Il y a des idées inacceptables que l'on entend parfois au RN, mais établir un mur absolu n'a pas de sens.

Eric Zemmour tente aujourd'hui de casser ce mur. Près d'un quart des électeurs de François Fillon en 2017 sont tentés par un vote en faveur du polémiste. C'est votre cas ?

Eric Zemmour répond à un besoin : celui de l'expression d'un certain nombre de jugements et d'analyses qui correspondent à la réalité. Quand il dit que la France doit rester une communauté nationale avec les mêmes idéaux et convictions, il a raison. Il est contre une société communautarisée, moi aussi. Je suis en phase avec le point central du discours d'Eric Zemmour.

Sur le plan économique et social, il a repris un discours de la responsabilité et d'autonomie de la personne. C'est le discours classique des conservateurs sociaux-libéraux. Mais ce discours était étouffé par un discours technocratique en France et en Europe.

Quand il affirme que la France est menacée de guerre civile, vous souscrivez à son analyse ?

Le mot est un peu fort. Le pays est menacé de tensions intracommunautaires qui sont préoccupantes. On le voit dans un certain nombre de quartiers et de cités. Il faut une assimilation dans la communauté nationale de ceux qui viennent sur notre territoire. A défaut, la France va se morceler. Cela ne correspond pas à notre histoire.

Vous voterez pour Eric Zemmour en 2022 ?

On est à six mois de l'élection présidentielle, c'est trop tôt. Je suis avec intérêt ce qui se passe. Le moment venu, je prendrai position. J'ai plus le profil d'un joueur que d'un arbitre.

En 2016, vous disiez sur TV Libertés; : « Il faut que le FN accepte de s'ouvrir aux dialogues avec d'autres formations politiques. [Et que] les autres formations politiques acceptent de dialoguer avec le Front national. ». Eric Zemmour n'est-il pas en train d'opérer cette union des droites, mais par la base ?

Oui. C'est d'ailleurs la raison de son succès. Il est respectueux de tous les courants de la droite. Il expose les idées, mais n'a pas d'a priori. Certains candidats à la présidentielle disent « ça, jamais! » mais pourquoi ? Quand une idée est portée par un parti classique, on l'accepte. Quand elle est portée par le RN ou par Eric Zemmour, on la rejette par principe.

Aujourd'hui, les électeurs de Fillon, du FN, de la droite hors les murs réalisent

cette union des droites que les appareils ne veulent pas faire. Cela oxygène la vie politique et on va sortir d'un système qui favorise les extrêmes. Quand on rejette les gens par principe, on les extrémise naturellement. Prenez la Grande-Bretagne, pays avec un mode de scrutin à un tour. Il y a la gauche et la droite. Ces deux camps ont absorbé l'extrême gauche et l'extrême droite. Ce pays est un pays d'équilibre depuis des décennies. Nous faisons l'inverse : on cajole les extrêmes en les excluant au lieu de dialoguer avec eux pour prendre ce qu'ils ont de bon et enlever ce qui est mauvais.

Certaines idées portées par Eric Zemmour ou le RN vous semblent inacceptables ?

D'une façon générale, dans ma vie politique j'ai toujours refusé l'outrance et celle-ci n'a jamais été de mon fait. J'ai toujours rejeté tout ce qui touche à la dignité de la personne. Si tel était le cas un jour, je le ferais savoir

Après votre exclusion de l'UDF, vous avez fondé le mouvement « La droite », devenu « La Droite libérale-chrétienne. » Dans son ouvrage « Le livre noir de la droite », Eric Zemmour le décrivait ainsi : « Le premier parti de l'ère moderne, car bâti non plus contre les patrons, ni contre les ouvriers, mais contre les médias. Leur dictature moralisatrice, leur mépris de classe, leur unanimisme érigé en tyrannie du prêt-à-penser. ». Établissez-vous un parallèle entre vos parcours ?

Ce n'est pas un parallèle. C'est un prolongement. Eric Zemmour est arrivé au moment où il fallait. Le monde politique français est en train de nourrir l'abstention, car il est tombé dans l'entre-soi. Quand les gens évoquent leurs problèmes, on les taxe immédiatement d'extrémisme. On l'a vu avec les gilets jaunes, qui ont été injuriés. Eric Zemmour affirme la réalité à sa manière, cela explique son succès. C'est la suite logique de ce qui s'est passé en 1998.

Eric Zemmour affirme publiquement vouloir coaliser un électorat populaire et bourgeois.

Cela vous semble possible ?

Je ne suis ni communautariste ni sociologue. Quand je me présente à une élection, je ne regarde pas le statut social des gens. Je présente mes diagnostics et mes solutions. Quand il dit cela, c'est le Zemmour journaliste qui ressort par rapport au Zemmour politique.

Il fait le pari que le sujet économique ne sera pas central en 2022...

L'économie est passée au second rang. Le problème de la France n'est pas économique, il est de savoir qui on est. C'est quoi être Français ? Quel est le rôle de la France ? A force d'avoir oublié ces questions, on ne s'est intéressé qu'aux problèmes de ces techniques économiques. Il y a une envie de récit national, à droite comme à gauche d'ailleurs.

Lors des années 90, vous qualifiez Jean-Marie Le Pen de « fasciste des années vingt égarés dans notre temps ». Quand Zemmour dépeint Pétain en sauveur des juifs français ou jette le soupçon sur l'innocence du capitaine Dreyfus, vous n'avez pas envie de transposer cette analyse au polémiste ?

La vie politique française n'est pas l'analyse sociologique ou philosophique de l'histoire de France. Je ne suis pas emballé par ces retours sur l'histoire. Des gens sont chargés de cela. Eric Zemmour a une démarche fine sur ces sujets, mais elle n'est pas faite pour le débat public.

Vous êtes l'apôtre d'une droite libérale et conservatrice. Elle a été incarnée par François-Xavier Bellamy lors des européennes de 2019. Elle n'a récolté que 8,5% des voix...

Elle n'était pas assez transgressive, notamment sur l'immigration. J'aime beaucoup François-Xavier Bellamy, mais c'est un intellectuel. Il faut en politique des gens qui cassent la baraque. Je ne tire pas de conclusions politiques à long terme de cet échec des Européennes. Le courant de la droite conservatrice, libérale et d'inspiration chrétienne occupe la moitié de l'espace.

Vous souteniez François Fillon en 2017. Il n'a pas d'héritier politique à droite ?

Il incarne le début ce que termine Zemmour. Il a commencé à réunir différentes droites qui étaient chacune dans leur couloir. Il ne s'est pas enfermé dans la droite gaulliste comme l'a fait Juppé ou bonapartiste comme l'a fait Sarkozy. Zemmour profite de ce que Fillon a commencé.

La droite est aujourd'hui menacée de défaite à la présidentielle. Si elle se confirme, ne pourrait-on pas assister au retour d'un nouvel « UDF

macroniste » et d'un nouveau RPR qui engloberait une partie de LR et du RN ? Les deux partis seraient cette fois adversaires...

Je ne crois pas. Je pense qu'on va aller vers une évolution à la britannique. Un grand parti conservateur pourrait intégrer toutes les sensibilités de droite et un grand parti de gauche. Si on ne va pas là, le débat politique continuera de se dégrader. Dans cette équation, je place Emmanuel Macron à gauche. C'est un homme de gauche. La droite, c'est l'enracinement, le respect de la dignité de la personne, l'équité... Macron n'est pas de droite.

Paul Chaulet

L'Express du 13/11/2021

TRIBUNES DE MILITAIRES : L'ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE CHARLES MILLON APPROUVE

Des deux tribunes de militaires publiées ces dernières semaines, l'ancien ministre de la Défense (1995-1997) Charles Millon considère que leurs auteurs ont eu raison de prendre publiquement la parole pour dénoncer le délitement de la société française. Entretien.

- Par Jacques de Guillebon
- Publié le 17 mai 2021

En tant qu'ancien ministre de la Défense, que pensez-vous de ces tribunes publiées par des militaires ? Cela vous choque-t-il ?

Je pense que les officiers, et les militaires en général, sont des citoyens comme les autres et que dans la période que nous vivons, ce sont même des citoyens plus avertis que les autres, parce qu'ils sont confrontés à des menaces, à des

situations difficiles, et qu'ils peuvent donc porter un jugement beaucoup plus pointu que n'importe qui. Un militaire qui a participé à des combats en Afrique contre des islamistes radicaux, ou qui a patronné des opérations Sentinelle dans des quartiers très difficiles, a évidemment un point de vue éclairé. Il est bon qu'ils s'expriment parce qu'ils peuvent à leur tour éclairer les citoyens. La France est dans une période très difficile : ceux qui sont en charge de sa protection ont presque un devoir de parler - sauf à remettre en cause les institutions et le pouvoir politique. C'est ce qu'ont fait les signataires de la première pétition, et c'est pourquoi je ne comprends pas l'hystérie de la classe politique.

Nos responsables feraient mieux - au lieu de faire de l'ironie grinçante, comme le ministre de l'Intérieur, de proférer des menaces comme le ministre de la Défense, ou de lancer des invectives comme nombre d'autres - d'analyser la situation et d'y remédier

Pour ce qui est de la deuxième pétition, elle est la suite logique de la première, même si elle n'est hélas pas signée. Elle reflète en tout cas tout à fait la réalité, et je constate que les sondages révèlent que les trois-quarts des Français en approuvent l'analyse. Nos responsables feraient mieux - au lieu de faire de l'ironie grinçante, comme le ministre de l'Intérieur, de proférer des menaces comme le ministre de la Défense, ou de lancer des invectives comme nombre d'autres - d'analyser la situation et d'y remédier. Le constat que font les militaires sur le délitement est un constat partagé, et plutôt que de qualifier ces actes de rébellion, il faut une prise de conscience qui amènera peut-être à de bonnes décisions.

À votre avis, pourquoi ces militaires ont jugé utile de se dévoiler ainsi ?

D'abord peut-être parce que l'armée n'est pas assez considérée en France, alors que des milliers d'hommes luttent contre le radicalisme islamique en Afrique, que des milliers d'autres parcourent nos villes, nos banlieues, nos quartiers difficiles pour éviter que les tensions y augmentent. Mais une partie de l'opinion considère aujourd'hui que l'armée peut être une menace : je comprends donc que les militaires se soient émus de ce manque de considération. D'autant que concomitamment, le chef de l'État reçoit aujourd'hui le président du Rwanda, alors que deux rapports signés par des Français et un cabinet d'avocats américains essaient de faire porter la responsabilité des événements de 1994 sur

l'armée française. Le grand scandale est là : que le Président et d'autres autorités françaises essaient de faire porter cette responsabilité aux troupes françaises, alors que c'est à des hommes politiques français qu'il faudrait éventuellement faire des reproches. [...]

L'Incorrect le 17/05/2021

Notre État est caduc

Charles Millon: « La crise sanitaire annonce non seulement une crise économique et sociale, mais également une crise politique. Le gouvernement, affolé, l'a bien compris, qui en appelle maintenant aux élus locaux pour prendre le relai des décisions qu'il a déjà prises... »

CHARLES MILLON: « LE COMBAT DE DEMAIN SERA ENTRE GIRONDIN ET JACOBIN »

Devant la débâcle des Républicains aux élections européennes, Charles Millon pense le moment venu de restructurer la vie politique autour du clivage jacobin / girondin. À côté d'Emmanuel Macron qui revendique une verticalité toute jacobine ou du RN qui reste très centralisateur, il y aurait place pour un large mouvement girondin qui partirait des territoires et pourrait nouer des alliances sans complexes.

Mais si, le RIC est fait pour les Français

Le référendum d'initiative populaire (RIC), réclamé par certains gilets jaunes, pourrait être le principal apport de la crise à la France. Si trois conditions étaient respectées, il serait un puissant outil de régénération de la Ve République.